

## Activité n°4 : Réglementation générale, associations et fondations

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Législation funéraire (le RGPD ne concerne pas les personnes décédées) : suivi des opérateurs funéraires, des chambres funéraires, dons et legs
Finalité 2	Économie : déclarations des vide-greniers, délivrance de l'agrément aux sociétés de domiciliation d'entreprise, revendeurs d'objets mobiliers
Finalité 3	Service national (recensement)- Suivi des demandes d'option des jeunes binationaux pour le service national
Finalité 4	Fondations d'entreprises, fonds de dotation
Finalité 5	Tourisme : carte de guide conférencier
Finalités 6	Associations
Finalité 7	Titres d'identité : passeports d'urgence, destructions, passeport mission/service, titres en maison d'arrêt, DR mobile
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Usagers/ déclarants
	Membres des associations/fondations
	Professionnels (gérants d'entreprises)

<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, CNI
	Vie personnelle (situation familiale, nationalité)
	Vie professionnelle (fonction, poste occupé, types de licences, diplômes obtenus, attestations, éléments contenus dans les cv, tout autre document justifiant du parcours professionnel du demandeur pour obtenir le titre souhaité, domaine d'habilitation, date de la décision administrative)
	Eléments d'ordre économique et financier (Siret, K-Bis, RIB)
	Données de localisation (adresse de l'évènement)
	Condammations pénales ou infractions (casier judiciaire pour les opérateurs funéraires)
	Données sensibles : tendances politiques, appartenance syndicale
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Services internes en charge des traitements
	Forces de l'ordre
	Administrations (mairies, hôpitaux, offices du tourisme), Atout France, Autorité judiciaire
	Maisons de retraite
	Représentants des associations et fondations
	Citoyens
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non
<b>Durée de conservation prévue</b>	
	Non défini
<b>Mesures de sécurité</b>	

	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	31/05/24